

<https://www.pressegauche.org/A-propos-de-la-menace-russe-qui-sert-a>



À propos de la « menace russe » qui sert à justifier la politique agressive de l'OTAN en Europe de l'Est



Du 25 octobre au 7 novembre, 31 pays participent à des exercices militaires de grande ampleur dans le nord de la Norvège, soit quasiment aux portes de la Russie.

- International - Europe -
Date de mise en ligne : mardi 12 octobre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Il y a quelques années, j'ai discuté de la pertinence possible de la théorie des perspectives pour expliquer l'annexion russe de la Crimée. La théorie des perspectives suggère que les êtres humains sont plus susceptibles de prendre des risques pour éviter une perte que pour réaliser un gain. Cela correspond à l'inclination psychologique bien connue de l'aversion aux pertes. Perdre des choses nous dérange beaucoup plus que ne pas en gagner. Dans le monde des relations internationales, cela signifie que l'on devrait s'attendre à ce que les États utilisent la force militaire plus souvent dans les cas où ils sont menacés de perte que comme un outil pour acquérir quelque chose qu'ils n'ont pas déjà.

28 septembre 2021 | Paul Robinson - Université d'Ottawa

<https://irrussianality.wordpress.com/2021/09/28/>

Il est donc intéressant de trouver une certaine confirmation de cela dans une nouvelle étude publiée par la RAND Corporation, intitulée « Interventions militaires de la Russie : modèles, conducteurs et panneaux indicateurs ». L'article analyse les cas d'intervention militaire russe dans l'ère post-soviétique et conclut que la prévention des pertes est l'un des principaux facteurs de motivation. (https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA444-3.html)

Le rapport énumère 25 « interventions » militaires menées par la Fédération de Russie depuis 1992. Le terme « intervention » est assez vaguement défini comme « tout déploiement de forces militaires en dehors des frontières de la Russie qui atteint un seuil de 100 années-personnes pour les forces terrestres (ou un seuil équivalent pour les forces aériennes et navales) et qui se livre à une activité admissible, y compris le combat, la dissuasion, la réponse humanitaire, la stabilisation (c'est-à-dire le maintien de la paix), la formation et l'assistance, et la sécurité, entre autres. La plupart des 25 interventions relèvent de la rubrique « stabilisation », y compris un ensemble d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la sécurité des frontières au Tadjikistan, etc. En revanche, la Russie post-soviétique n'a pas engagé très souvent des combats.

Le rapport conclut que « par comparaison avec l'Union soviétique ou les États-Unis, les interventions militaires de la Russie ont été modestes en termes d'échelle et de nombre et de portée géographique. » En fait, l'empreinte militaire de la Fédération de Russie à l'étranger a été beaucoup plus petite que celle de l'URSS. De plus, la grande majorité de ses « interventions » généralement très limitées ont eu lieu dans l'espace de l'ex-Union soviétique.

La Russie d'aujourd'hui est donc beaucoup plus axée sur la région que ne l'était l'Union soviétique, et son objectif principal est la stabilité régionale.

Le rapport analyse une variété de motivations pour l'intervention militaire identifiées dans la littérature savante sur le sujet. Il rejette la plupart d'entre elles comme non pertinentes ou seulement marginalement pertinentes pour le cas russe.

Par exemple, le rapport dit qu'il y a peu ou pas de preuves que l'intervention militaire russe soit motivée par des mobiles économiques ou par l'idéologie. De même, l'étude rejette l'idée que la Russie aurait peur de la « diffusion » des idées démocratiques des pays voisins comme l'Ukraine et cherche donc à empêcher la démocratie de s'y implanter. Comme le dit le rapport :

« Nous n'avons certainement pas d'exemples de dirigeants russes parlant de leur crainte des effets de

démonstration du succès démocratique ukrainien sur la population russe. De plus, nous savons que les élites russes ont une très mauvaise opinion de leurs homologues ukrainiennes ; il leur est difficile de concevoir la possibilité que l'Ukraine puisse survivre sans l'aide de l'Occident, et encore moins devenir une démocratie florissante. »

La théorie du « la queue remuant le chien » est également rejetée. La Russie ne s'engage pas dans des activités militaires pour détourner l'attention des problèmes internes, affirme RAND. « Il y a peu de preuves suggérant que Poutine ait jamais senti que son soutien populaire, le fondement de son pouvoir, était gravement menacé », dit le rapport, sans compter qu'il n'y a pas de corrélation statistique entre les faibles niveaux de soutien gouvernemental et l'intervention étrangère. En fait, l'intervention militaire a diminué sous Poutine par rapport à son prédécesseur, Eltsine (c'est-à-dire depuis 2000).

Dans tous les cas, soutient l'étude, il est faux de considérer Poutine comme le principal moteur des interventions militaires russes :

« Si nous examinons toutes les interventions de la Russie qui atteignent le seuil décrit dans ce rapport, il devient clair que la majorité s'est produite avant l'arrivée au pouvoir de Poutine... Plus important encore, il existe aujourd'hui un large consensus parmi les élites russes sur les questions de politique étrangère... [Il y a] peu de preuves pour suggérer que les préférences personnelles de Poutine sont le principal moteur des interventions de la Russie. »

En bref, toutes les affirmations selon lesquelles la Russie cherche à exporter son idéologie autoritaire, à déstabiliser la démocratie, à soutenir le « régime de Poutine » ou à être simplement motivée par la personnalité agressive de Poutine lui-même sont fausses. »

Alors, qu'est-ce qui produit l'intervention russe ?

Selon le rapport, trois motifs ressortent : les préoccupations concernant le statut national ; la corrélation des forces régionales ; et les menaces extérieures. Les auteurs concluent :

« Les changements sur le terrain dans l'Eurasie post-soviétique, en particulier en Ukraine, qui créent une menace extérieure, ou la perception d'un changement rapide de l'équilibre régional ou du statut de la Russie d'une manière qui contredisent les intérêts russes, doivent être considérés comme des déclencheurs potentiels d'une action militaire russe. Moscou n'hésitera pas à agir, y compris avec force, dans son voisinage immédiat. Deuxièmement, la Russie semble agir d'une manière compatible avec le désir d'éviter les pertes en ce qui concerne les équilibres de pouvoir régionaux. Moscou est intervenu lorsqu'il a perçu que les équilibres régionaux s'éloignaient d'un statu quo favorable aux intérêts russes. ... En bref, la prévention d'une perte imminente pourrait pousser la Russie à agir. »

En d'autres termes, la Russie intervient lorsqu'elle se sent menacée de perte de statut, de stabilité ou de sécurité dans son voisinage immédiat. Il n'intervient pas dans la poursuite de ce que l'on pourrait appeler des objectifs « agressifs » ou « impérialistes », ou pour détourner l'attention de problèmes politiques internes. Et il ne s'agit pas de Vladimir Poutine. La Russie conservera les mêmes intérêts et les mêmes préférences quel que soit le responsable.

Le rapport se termine par une brève série de recommandations pour la politique américaine, principalement que les États-Unis devraient éviter de mettre Moscou dans une position où il sent sur le point de subir une perte majeure dans son proche étranger. Comme rapport d'un groupe de réflexion, celui-ci est remarquablement sobre et sensé, et je ne trouve pas grand-chose à critiquer au-delà de sa définition plutôt large d'« intervention ».

Fondamentalement, il s'agit de « ne pas pousser l'ours dans un coin. » En ce sens, c'est vraiment assez évident.

À propos de la « menace russe » qui sert à justifier la politique agressive de l'OTAN en Europe de l'Est

Cela contredit également le récit actuel qui prévaut, selon lequel la Russie est résolument agressive et doit être réduite à sa taille par tous les moyens disponibles, y compris en s'immisçant dans son étranger proche. Si ce rapport est juste, c'est à peu près la pire chose que l'on puisse faire. Mais je doute que quelqu'un écoute.